

SPORTS

sport.union@sonapresse.com

Le stade d'Oyem désormais sous surveillance militaire



Photo: PME

L'état actuel de l'aire de jeu du stade d'Oyem,

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

A PRES l'incendie criminel du salon VIP du stade d'Oyem, par des inconnus, le gouvernement a décidé de sécuriser cette infrastructure moderne dotée de 20 500 places assises. Depuis lundi 4 mai 2020, ce stade, situé à 17 kilomètres du chef-lieu de la province du Woleu-Ntem (sur la route de Bitam), est désormais gardé par des militaires du deuxième Bataillon d'infanterie d'Eyenassi (Oyem).

Ces soldats font des rotations par groupe de dix, pour sécuriser les alentours et l'intérieur de l'infrastructure sportive. Cette décision de surveillance militaire, jusqu'à nouvel ordre, aurait été prise conjointement par le ministre des Sports, Franck Nguema, et sa collègue de la Défense, Rose Christiane Ossouka Raponda.

Le colonel Simba et le directeur provincial des Sports dans le Septentrion, Jean-Louis Mezui M'Assa, se sont occupés de sa mise en œuvre. Avec le concours de la direction régionale de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), chargée d'as-

surer l'éclairage du stade, la nuit tombée.

Tous ont fermement condamné l'acte ignoble posé par des individus de mauvaise foi, se cachant derrière la pseudo Cellule du Grand nord (CGN).

Cependant, de nombreux Oyemois regrettent la légèreté avec laquelle ce temple du ballon rond est géré par nos pouvoirs publics. En effet, depuis la fin de la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2017, organisée par le Gabon, ce stade a été relégué aux oubliettes par les différents ministres des Sports qui se sont succédé dans les équipes gouvernementales. Aujourd'hui, le stade Engong croupit sous de hautes herbes, et son aire de jeu est envahie par les arbustes et d'autres éléments de la nature.

La visite sur les lieux de l'ancien ministre d'Etat aux Sports, Alain-Claude Bilié-By-Nzé, le 14 juillet 2019, avait pourtant suscité de l'espoir auprès des férus du ballon rond dans toute la province. Malheureusement, rien n'a été fait jusqu'à présent.

Après la Can, d'aucuns avaient pourtant pensé que ce stade servirait pour les rencontres de prépa-

ration et/ou officielles de notre équipe nationale "Les Panthères", les représentants du pays en coupes africaines des clubs, ainsi qu'aux trois clubs de première division de la province du Woleu-Ntem :

l'Union sportive d'Oyem (USO), l'Union sportive de Bitam (USB) et Oyem AC, aujourd'hui en deuxième division nationale. Tous les regards se tournent donc cette fois du côté de l'actuel ministre

des Sports, Franck Nguema, pour que ce joyau soit de nouveau praticable.

Le directeur provincial des Sports a, parallèlement, lancé un appel auprès des natifs du Septentrion et d'autres bonnes volontés,

pour voler au secours d'un écrin qui se meurt à petit feu, surtout après la fermeture de l'Agence nationale de gestion et d'exploitation des infrastructures sportives et culturelles (ANAGEISC).

MINISTRE DU TOURISME, DU COMMERCE,
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
ET DE L'INDUSTRIE

SECRETARIAT GENERAL

AGENCE GABONAISE DE NORMALISATION

DIRECTION GÉNÉRALE



COMMUNIQUE

Conformément au Décret n°85/MEN-MF du 12 avril 1961 portant réglementation du contrôle des instruments de mesure en République Gabonaise et aux dispositions du Décret 0326/PR/MMIT complétant certaines dispositions du Décret N°0227/PR/MMIT portant création de l'Agence Gabonaise de Normalisation, le Ministère du Tourisme, du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie poursuit, à travers l'Agence Gabonaise de Normalisation (AGANOR), la mission de contrôle, de vérification et poinçonnage des instruments de pesage qui a débuté le 06 avril 2020.

Cette mission vise la protection du consommateur en ces temps de sacrifices multiples et, a pour objet de recenser les détenteurs d'instruments de pesage ainsi que de vérifier la conformité desdits instruments, notamment les ponts bascules, les pèses essieux et les balances utilisées dans les transactions commerciales.

Aussi, compte tenu de l'importance de cette campagne et dans le souci de faciliter le bon déroulement de celle-ci, il est demandé aux détenteurs des instruments de pesage de collaborer étroitement, de se rendre disponibles et de s'assurer des mesures de sécurité exigées.

Fait à Libreville, le

Le Directeur Général

Abdu Razzaq Guy

